"Pointer du doigt les commerces ou les entreprises, ça n'est pas la solution"

Publié le 29 mars 2021

Invité dans « En toute franchise » sur LCI, Geoffroy Roux de Bézieux s'est dit inquiet face à la dégradation de la situation sanitaire et à l'éventualité d'un reconfinement strict. Pour lui c'est le moment où on pourra rouvrir qui fera toute la différence. Et s'il est en faveur du certificat sanitaire, pour lui il est hors de question de l'imposer pour travailler.

"*J'ai vu l'appel dans le JDD des gens de l'AP-HP ; donc forcément, je suis inquiet ; je vois les courbes qui montent. Et je ne pense pas qu'il faille opposer les patrons contre les médecins ou les économistes. Il faut trouver la ligne de crête*" a déclaré Geoffroy Roux de Bézieux tout en se disant défavorable à un tout télétravail obligatoire : "*on pourrait rendre le télétravail obligatoire. Moi je n'y suis pas favorable parce qu'on voit bien la limite de l'exercice (...) à quelques exceptions près, les gens n'aiment pas travailler dans leur cuisine*".

Pour Geoffroy Roux de Bézieux, "*avec cette espèce de stop and go qui n'arrête pas, c'est le moral des patrons qui baisse, donc des décisions d'embauche et d'investissement qui ne se prennent pas*". Et il en est convaincu, "*c'est le moment où on pourra rouvrir qui fera toute la différence. S'il s'agit du 15 avril ou la moitié du mois d'avril, ça aura un impact mais faible, mais si on prolonge... 15 mai, 15 juin, oui, là, ça aura un impact majeur*".

Quant aux écoles, pour Geoffroy Roux de Bézieux, "*si on les ferme, les conséquences économiques sont importantes (...) c'est une décision beaucoup plus lourde que le télétravail par exemple*".

Pour lui, en fermant les commerces "*on pointe du doigt des lieux qui ne sont pas des lieux de contamination. On sait malheureusement que le lieu de contamination... ce n'est ni au travail ni dans les commerces, c'est la famille, c'est chez soi et c'est le respect qui est difficile, chez soi, des gestes barrières. Donc pointer du doigt les commerces ou pointer du doigt les entreprises, ça n'est pas la solution.(...) On ne sortira pas de cette crise en disant : c'est la faute de l'un ou c'est la faute de l'autre. On en sortira en essayant de faire des efforts collectifs*".

Geoffroy Roux de Bézieux se dit également favorable à la vaccination des salariés "*Je suis d'accord avec Laurent Berger : il faudrait vacciner dès qu'on aura assez de vaccins, les salariés en présentiel et peut-être à l'intérieur de ces salariés, les gens les plus exposés*".

Quant au monde d'après, pour Geoffroy Roux de Bézieux, "*la mondialisation heureuse, elle est derrière nous. (...) l'Europe a été un peu l'idiot du village mondial, le naïf croyant à la réciprocité. Donc je trouve très bien que sur cette affaire de vaccins, on montre un peu de caractère*"

Il rappelle également s'être "*prononcé dès le mois de novembre pour le certificat sanitaire dès qu'on aura assez de vaccins, mais bien sûr, sur la base du volontariat*". En tout cas pour lui, pas question de l'utiliser pour le travail "*il est hors de question de rendre obligatoire ce certificat pour venir travailler*."

Egalement interrogé sur la dette, Geoffroy Roux de Bézieux a redit que pour lui "*les prêts garantis par l'État. Ceux-là, il faudra les rembourser, il y aura peut-être des entreprises qui auront des difficultés, on verra le moment venu*", en tout cas pour lui "*ce qu'il ne faut pas faire, c'est augmenter les impôts que ça soit sur les ménages ou sur les entreprises. Parce qu'en France, on est le pays du monde qui a le taux d'imposition le plus élevé. Si on augmente les impôts, on va certainement freiner la croissance*".

Quant à l'épargne des Français, Geoffroy Roux de Bézieux est persuadé "*qu'elle va aller dans l'économie très rapidement*".

>> Revoir l'émission sur le site de LCI